



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

02 Avril 2009

2 أبريل 2009

MAP : Coup d'envoi à Rabat du programme de réparation communautaire

Rabat - Le coup d'envoi de la première tranche des projets du programme de réparation communautaire a été donné, mercredi à Rabat, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER).

Les conventions relatives à la mise en œuvre de ces projets qui bénéficieront à plusieurs provinces, ont été signées par le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), la Fondation de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et une trentaine d'associations locales.

Ce premier appel à propositions, concernant les provinces de Ouarzazate, Errachidia, Zagora, Figuig, Nador, Al Hoceima, Casablanca-Hay Mohammadi et Khénifra, vise le renforcement des capacités des acteurs locaux notamment dans les domaines de la gouvernance locale, de la promotion des droits de l'Homme et de la citoyenneté.

Il a également pour objectif la préservation active de la mémoire par la réhabilitation des lieux de mémoire, la création d'espaces de préservation et collecte de données sur la période des violations des droits humains et le soutien aux activités génératrices de revenus au profit des communautés ciblées par le programme.

Quelque 33 projets éligibles parmi 91 ont été sélectionnés par le comité d'évaluation et le comité de pilotage du programme réparation communautaire, dont 10 à la province de Ouarzazate, 3 à la province d'Errachidia, 4 à Nador, 3 à Casablanca-Hay Mohammedi, 5 à Zagora et 5 autres à Figuig, un à Al Hoceima et un autre projet à Khénifra.

S'exprimant lors de cette cérémonie, le président du CCDH, M. Ahmed Herzenni, a indiqué que la réalisation de ces projets qui témoigne de la détermination du Royaume à poursuivre le processus de réconciliation, constitue un premier pas qui sera suivi par d'autres.

Il a dans ce sens annoncé le lancement dans les prochains jours d'un deuxième appel à propositions qui bénéficiera aux provinces de Tantan, Azilal et Khémisset, se félicitant de l'engagement des différents partenaires en vue de réussir ce programme.

Pour sa part, la ministre du Développement social, de la Famille et de la solidarité, Mme Nouzha Skalli, a souligné que cette initiative est une occasion pour intégrer l'approche genre dans le processus de réconciliation et de réhabilitation des femmes victimes des violations et de sauvegarde de la mémoire collective.

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Khalid Naciri, a indiqué que le programme de la Réparation communautaire va consacrer davantage la démocratie et la culture des droits de l'Homme, réitérant l'engagement du gouvernement à appuyer tous les programmes de réconciliation.

Le président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), M. Driss El Yazami, a affirmé que le lancement de la mise en œuvre de ce programme vient couronner les efforts déployés en matière de réconciliation, et exprime la volonté du Royaume à se réconcilier avec le passé, ajoutant que c'est une expérience modèle qui pourra être suivie par d'autres pays.

Le président délégué de la Fondation CDG, M. M'hammed Grine a rappelé les différentes étapes d'application des recommandations de l'IER, notamment la mise en place des structures de gestion des projets, le lancement d'un appel à propositions et l'élaboration des procédures.

La Fondation CDG avait lancé en juillet 2008, un premier appel à propositions d'un montant de 14 millions de dirhams pour l'année 2008, à l'intention des associations locales des provinces cibles.

Ce programme bénéficie d'un appui de la Commission européenne et d'une contribution de l'Agence de développement des provinces de l'Oriental. Le programme de réparation communautaire, lancé en 2007 et portant sur onze régions du Royaume, revêt une double dimension matérielle et symbolique. Une dimension matérielle à travers des programmes de développement socio-économique alors que la dimension symbolique se traduit par la reconnaissance de l'Etat des préjudices causés à travers l'organisation d'activités de commémoration, notamment l'édification de mémoriaux, la réhabilitation et la reconversion des centres de détention secrets.

Signature d'une convention de coopération et partenariat entre le Centre Cinématographique Marocain et le Conseil consultatif des droits de l'Homme

Par fadoua maroub | Publié le 01/04/2009 | Dans [News](#) | 6 Lectures

Le Directeur Général du Centre Cinématographique Marocain (CCM), M Nour Eddine Sail et le Président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), M Ahmed Herzenni, signent une convention de coopération et partenariat concernant la promotion de la culture des droits de l'Homme et l'encouragement des productions cinématographiques relatives à la préservation de la mémoire et aux violations graves des droits de l'Homme perpétrées dans le passé, et ce le Mercredi 1er avril 2009. Contribuant à la promotion de la culture des droits de l'Homme et à la préservation de la mémoire, le Centre Cinématographique Marocain veillera en vertu de cette convention à :

- Intégrer les principes et les valeurs des droits de l'Homme en tant que critères de sélection des films candidats au fonds d'appui à la production;
- Soutenir les documentaires et courts métrages traitant des droits de l'Homme, de l'Histoire contemporaine du Maroc et de la mémoire des violations graves des droits de l'Homme perpétrées dans le passé ;
- Intégrer les documentaires concernant les sujets susmentionnés dans les projets candidats pour bénéficier du fonds d'aide à la production ;
- Appuyer les Rencontres Méditerranéennes du Film des Droits de l'Homme, organisées par le CCDH ;
- Sensibiliser les cinéastes pour contribuer à la promotion de la culture des droits de l'Homme ;
- Mettre à disposition des chercheurs et des cinéastes, les archives du Centre Cinématographique Marocain, pour consultation et éventuelle utilisation selon des conditions définies par les deux parties signataires. En contre partie le CCDH s'engage à :
- Organiser des sessions de formation en faveur des cadres du Centre cinématographique Marocain en matière de droits de l'Homme ;
- Mettre à disposition des cadres du Centre, la documentation relative aux droits de l'Homme nécessaire à l'exercice de leurs missions ;
- Promouvoir les films appuyés par le Centre et rentrant dans le cadre des missions du Conseil ou faisant objet de cette convention.

Prenant en considération l'importance de l'image dans la construction de l'imaginaire social, son rôle dans le façonnement du système des valeurs et son apport en tant que composante tridimensionnelle permettant de se projeter dans l'avenir à travers la lecture du passé, cette convention s'inscrit dans le cadre des engagements du Maroc dans le domaine de la protection et la promotion des droits de l'Homme et son adhésion au processus de réconciliation de lecture de l'Histoire et de préservation de la mémoire. Elle traduit aussi la conviction des deux parties que la réussite de la promotion des valeurs des droits de l'Homme au sein de la société est fortement liée au rôle vital de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation. Elle est également tributaire de l'engagement de ses institutions dans l'enracinement de ces valeurs dans l'esprit et les comportements des citoyennes et citoyens. Cette convention vient consolider les efforts consentis des acteurs dans la promotion de la culture de la citoyenneté, du dialogue, du droit à la différence et de la construction démocratique.

La cérémonie de signature de la convention aura lieu le Mercredi 1er avril 2009 à 16H00 au siège du Conseil consultatif des droits de l'Homme, à Rabat.

المجلس الاستشاري يطلق مشاريع جبر الضرر الجماعي

□ عبد الحليم لعربي

أطلق المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أمس الأربعاء، مشاريع جبر الضرر الاجتماعي تنفيذا لتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة والتي همت مدن أقاليم ورزازات والراشيدية وزاكورة وفكيك والناظور والحسيمة والدار البيضاء-حي المحمدي واخنيفرة.

وأكد أحمد حرزني، رئيس المجلس، أن هذا البرنامج يشمل الدفع بعدة جمعيات قصد تعزيز قدرات الفاعلين المحليين خاصة في مجال الحكامة المحلية والنهوض بحقوق الإنسان والمواطنة ومقاربة التنمية مع الحفاظ الإيجابي للذاكرة عبر تأهيل أماكن الذاكرة وجمع المعطيات حول ماضي انتهاكات حقوق الإنسان وكذا دعم الأنشطة المدرة للدخل لفائدة المناطق المشمولة ببرنامج الضرر الجماعي.

وقال حرزني «لقد تم اختيار 32 مشروعاً من أصل 91 التي تلقتها اللجنة العلمية ولجنة الإشراف على برنامج جبر الضرر الجماعي منها 10 بإقليم ورزازات».

وحسب برنامج الاتفاقية ستتكلف هذه الجمعيات بتعزيز قدرات من قبيل إدماج المرأة في دينامية المجتمع المدني وكذا تعزيز القدرات التقنية للشباب.

كما سيتم تحديث قطاع تربية النحل وحفر الآبار اعتماداً على تقنية التقطير في سقي الأراضي الفلاحية لفائدة هذه الجمعيات. وسيتم خلال شهر أبريل الجاري إطلاق طلب العروض الثاني بالمناطق المشار إليها مع إطلاق طلب عروض أولي بالنسبة إلى إقليم طانطان وأزيلال والخميسات.

وحسب بعض المعطيات تمكن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان من تعبئة فاعلين دوليين كالاتحاد الأوروبي وصندوق الأمم المتحدة الإنمائي للمرأة وعدة مؤسسات وطنية وقطاعات حكومية. يذكر أن برنامج جبر الضرر الاجتماعي الذي تم إطلاقه منذ سنتين لفائدة 11 منطقة يكتسي بعدين مادي ورمزي، ولا يكتسي البعد المادي التعويض عن الضرر فقط بل يدعم مقاربة تدمج عدداً مهماً من حاجيات الساكنة، أما البعد الرمزي يتمثل في اعتراف الدولة بالضرر الناجم عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.



استقبال

استقبل «المجلس

الاستشاري لحقوق

الإنسان»، أخيرا، «قافلة

المصالحة فاضمة أوحرفو»،

وذلك في إطار متابعة

تنفيذ توصيات «هيئة الإنصاف والمصالحة»،

ومشروع «النهوض بحقوق النساء ودورهن

في مسلسل الانتقال الديمقراطي بالمغرب».

ويهدف هذا المشروع إلى دعم مسلسل

الانتقال الديمقراطي.

تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة يجعل المغرب يحتل موقعا متميزا في تجارب العدالة الانتقالية

أكد مستشار تمثيلية الاتحاد الأوروبي بالمغرب، السيد جيروم كاسيي، اليوم الأربعاء بالرباط، أن تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة يجعل المملكة المغربية تحتل موقعا متميزا في تجارب العدالة الانتقالية.

وأبرز المسؤول الأوروبي، في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء على هامش حفل إعطاء انطلاقة تنفيذ المجموعة الأولى من مشاريع برنامج جبر الضرر الجماعي، الذي يحظى بدعم المفوضية الأوروبية، أن تنفيذ ومتابعة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة يندرج في "عمق خارطة طريق الوضع المتقدم للمغرب في شراكته مع الاتحاد الأوروبي".

كما أكد السيد كاسيي أن هذا "الاختيار الشجاع" للمملكة والمتمثل في المصالحة مع الماضي يجعلها في مصاف الدول التي تحرص على تكريس دولة الحق والقانون والممارسات الديمقراطية.

وفي إطار دعم الاتحاد الأوروبي لبرنامج جبر الضرر الجماعي، أشار السيد كاسيي إلى أن المفوضية الأوروبية خصصت 33 مليون درهم لتنفيذ مختلف المشاريع ذات الصلة، مجددا الدعم من أجل تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة سواء تعلق الأمر بالشق السوسيواقتصادي (التعويض عن الضرر) أو المتعلق بالحفظ الإيجابي للذاكرة.

وقد أعطيت، صباح اليوم، الانطلاقة لتنفيذ المجموعة الأولى من مشاريع برنامج جبر الضرر الجماعي من خلال التوقيع على عدة اتفاقيات بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ومؤسسة صندوق الإيداع والتدبير، وعدد من الجمعيات.

وتهم المجموعة الأولى من هذه المشاريع، التي تندرج في إطار تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة المتعلقة بجبر الضرر الجماعي، أقاليم ورزازات، والرشيديّة، وزاكورة، وفجيج، والناظور، والحسيمة، والدار البيضاء - الحي المحمدي ثم خنيفرة.

في أفق التحضير للقاء وطني حول الموضوع

المغرب يضع خطة في مجالي حقوق الإنسان والديموقراطية لتعزيز المكتسبات وبناء الدولة

الرباط - أبو أميرة

بالمغرب. وأضافت أن هذه الخطة تعتبر فرصة لمتابعة أعمال الالتزامات الدولية التي انخرط فيها المغرب والمتتمثلة في المصادقة على العديد من الاتفاقيات والعهد الدولي ذات الصلة بحقوق الإنسان، إضافة إلى كونه أعمالا لتوصيات إعلان برنامج عمل المؤتمر العالمي حول حقوق الإنسان المنعقد بفيينا أوائل السبعينيات من القرن الماضي.

ولم تخف اللجنة أن الهدف العام من هذه الخطة، يتمثل في تعزيز مسلسل الانتقال الديمقراطي وبناء دولة الحق والقانون، وذلك عبر عمل تشاركي وطني/إقليمي، ووطنى/محلي، وعبر تعزيز القدرات المؤسسية والعملية والتدبيرية لمركز التوثيق والإعلام والتكوين، وتعزيز قدرات المسؤولين على تفعيل ومتابعة الخطة على مستوى الحكومة والمجتمع المدني، وضمان معرفة الرأي العام لوضعية حقوق الإنسان بالمغرب والآليات القانونية التي تضمن احترام هذه الحقوق. وكانت اللجنة قد أكدت - جوابا على سؤالين طرحتهما جريدة "رسالة الأمة" - على أن الغلاف المالي الذي رصد لإنجاز هذه الخطة حدد في مليونين و400 ألف أورو، منها مليونان من الأورو كمساهمة للاتحاد الأوربي و400 ألف أورو مساهمة الدولة المغربية، كما أكدت اللجنة على أن العمل من أجل تكريس مبادئ وحقوق الإنسان بالمملكة المغربية، تعترضه صعوبات وعقبات، لكن الإرادة قوية والعزم أقوى. للنهوض بهذا المجال.

في أفق التحضير للقاء الوطني حول خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب الذي سيعقد بتاريخ 3 و4 أبريل 2009 بالرباط، نظمت لجنة الإشراف على مسلسل إعداد هذه الخطة صباح أمس الثلاثاء بالرباط ندوة صحفية، قدمت من خلالها حصيلة المرحلة الأولى من مسلسل إعداد الخطة.

وفي هذا السياق أكدت لجنة الإشراف على أن إعداد خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان، يأتي كاستجابة لرغبة أكيدة، في صياغة رؤية شاملة ومحددة المعالم والأهداف، بغرض النهوض بحقوق الإنسان وحمائتها، مشيرة إلى أن هذه الخطة، تولدت عن برنامج دعم في إطار اتفاقية شراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والاتحاد الأوربي، ويتكلف بتدبيره مركز التوثيق والإعلام والتكوين في مجال حقوق الإنسان.

وأبرزت لجنة الإشراف أن انخراط المغرب في مسلسل إعداد هذه الخطة، جاء كتفعيل لإحدى توصيات الندوة الدولية حول حقوق الإنسان المنعقدة بفيينا سنة 1993، لذا - تقول اللجنة - يندرج وضع هذه الخطة في سياق يؤشر منذ سنوات ويتميز بالانفتاح والديموقراطية بالبلاد، كما يؤكد رغبة الدولة في ترسيخ مبادئ حقوق الإنسان بشكل فعلي في برامجها وأنشطتها كاستجابة لحاجة توطيد المكتسبات الديمقراطية

Ils concernent Ouarzazate, Errachidia, Zagora, Figuig, Nador, Al Hoceima, Casablanca-Hay Mohammadi et Khénifra

Réparation communautaire : 33 projets lancés

Le coup d'envoi de la première tranche des projets du programme de réparation communautaire a été donné, mercredi à Rabat, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER).

Les conventions relatives à la mise en œuvre de ces projets qui bénéficieront à plusieurs provinces, ont été signées par le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), la Fondation de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et une trentaine d'associations locales.

Ce premier appel à propositions, concernant les provinces de Ouarzazate, Errachidia, Zagora, Figuig, Nador, Al Hoceima, Casablanca-Hay Mohammadi et Khénifra, vise le renforcement des capacités des acteurs locaux notamment dans les domaines de la gouvernance locale, de la promotion des droits de l'Homme et de la citoyenneté.

Il a également pour objectif la préservation active de la mémoire par la réhabilitation des lieux de mémoire, la création d'espaces de préservation et collecte de données sur la période des violations des droits humains et le soutien aux activités génératrices de revenus au profit des communautés ciblées par le programme.

Quelque 33 projets éligibles parmi

91 ont été sélectionnés par le comité d'évaluation et le comité de pilotage du programme réparation communautaire, dont 10 à la province de Ouarzazate, 3 à la province d'Errachidia, 4 à Nador, 3 à Casablanca-Hay Mohammadi, 5 à Zagora et 5 autres à Figuig, un à Al Hoceima et un autre projet à Khénifra.

Tantan, Azilal et Khémisset suivront

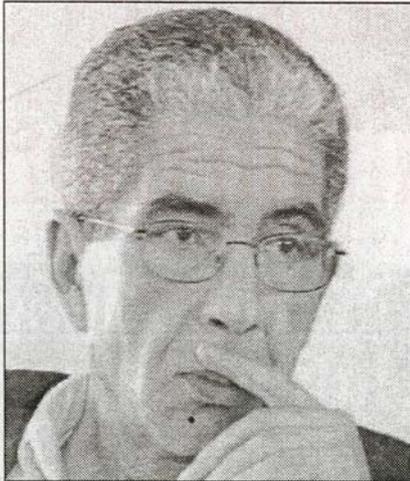
S'exprimant lors de cette cérémonie, le président du CCDH, M. Ahmed Herzenni, a indiqué que la réalisation de ces projets qui témoignent de la détermination du Royaume à poursuivre le processus de réconciliation, constitue un premier pas qui sera suivi par d'autres. Il a dans ce sens annoncé le lancement dans les prochains jours d'un deuxième appel à propositions qui bénéficiera aux provinces de Tantan, Azilal et Khémisset, se félicitant de l'engagement des différents partenaires en vue de réussir ce programme.

Pour sa part, la ministre du

Développement social, de la Famille et de la solidarité, Nouzha Skalli, a souligné que cette initiative est une occasion pour intégrer l'approche genre dans le processus de réconciliation et de réhabilitation des femmes victimes des violations et de sauvegarde de la mémoire collective.

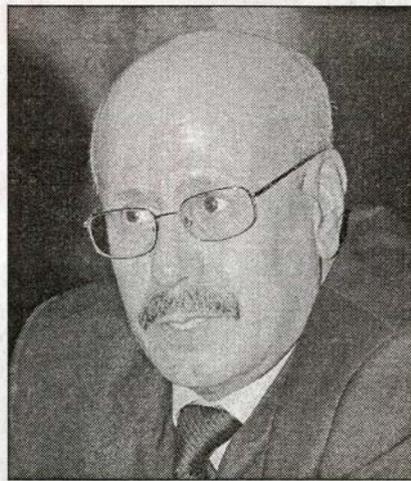
Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Khalid Naciri, a indiqué que le programme de la Réparation communautaire va consacrer davantage la démocratie et la culture des droits de l'Homme, réitérant l'engagement du gouvernement à appuyer tous les programmes de réconciliation.

Le président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), M. Driss El Yazami, a affirmé que le lancement de la mise en œuvre de ce programme vient couronner les efforts déployés en matière de réconciliation, et exprime la volonté du Royaume à se réconcilier avec le passé, ajoutant que c'est une expérience modèle qui pourra être suivie par d'autres pays.



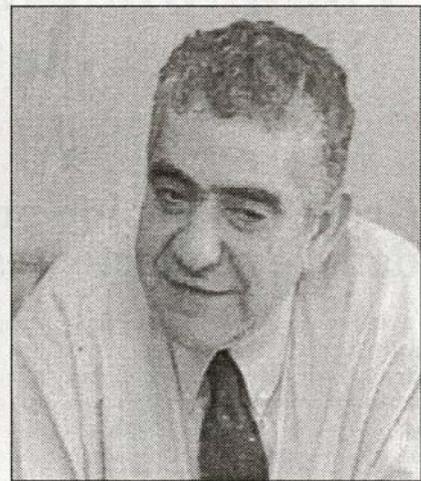
Ahmed Herzenni

Le président délégué de la Fondation CDG, M. M'hammed Grine a rappelé des différentes étapes d'application des recommandations de l'IER, notamment la mise en place des structures de gestion des projets, le lancement d'un appel à propositions et l'élaboration des procédures. La Fondation CDG avait lancé en juillet 2008, un premier appel à propositions d'un montant de 14



M'hammed Grine

millions de dirhams pour l'année 2008, à l'intention des associations locales des provinces cibles. Ce programme bénéficie d'un appui de la Commission européenne et d'une contribution de l'Agence de développement des provinces de l'Oriental. Le programme de réparation communautaire; lancé en 2007 et portant sur onze régions du Royaume, revêt une double dimension maté-



Driss El Yazami

rielle et symbolique. Une dimension matérielle à travers des programmes de développement socio-économique alors que la dimension symbolique se traduit par la reconnaissance de l'Etat des préjudices causés à travers l'organisation d'activités de commémoration, notamment l'édification de mémoriaux, la réhabilitation et la reconversion des centres de détention secrets.

Revue de Presse du Conseil

Droits de l'Homme Nouzha Skalli reçoit la caravane de réconciliation «Fadma Ouharfou»

La ministre du Développement social, de la Famille et de la Solidarité, Mme Nouzha Skalli, a reçu, mardi à Rabat, la caravane de «la réconciliation Fadma Ouharfou», en escale à Rabat en provenance de la province d'Errachidia.

Cette caravane, qui s'inscrit dans le cadre du suivi des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), regroupe des filles issues du Ksar Sountate, relevant de la commune de Bouzmou (région d'Imilchil), village natal de Fadma Ouharfou, une victime des violations passées des droits humains. Intervenant à cette occasion, Mme Skalli a souligné que cette initiative, qui s'inscrit aussi dans le cadre du projet "promotion des droits des femmes et de leur rôle dans le processus de justice transitionnelle", est une occasion de plus pour l'intégration de l'approche genre, même dans "le processus de réconciliation, de réhabilitation des femmes victimes des violations graves et de sauvegarde de la mémoire collective dans ce domaine".

Elle constitue également l'occasion de dresser le bilan des besoins du tissu associatif de la région d'Imilchil, a ajouté la ministre, mettant l'accent sur la volonté de son département de soutenir le réseau associatif de cette région et participer au développement du tourisme rural, outre l'appui des équipements dédiés aux personnes en situation de handicap.

La caravane, dont la deuxiè-

me étape reliera Agdez à Zagora, vise à permettre aux filles de Sountate de s'ouvrir sur le monde extérieur, de mieux appréhender le contexte dans lequel le projet est mené et d'être sensibilisées sur les questions relatives aux droits de l'Homme et des droits des femmes.

Initié par le CCDH en partenariat avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le projet "promotion des droits des femmes et de leur rôle dans le processus de justice transitionnelle au Maroc" vise à appuyer le processus de transition démocratique engagé par le Maroc par l'intégration systématique de l'approche genre et droits humains des femmes dans le processus de suivi des recommandations de l'IER.

Conduit au niveau de Ksar Sountate, ce projet a également pour but la mise en oeuvre du projet "Sauvegarde de la mémoire et Réconciliation des femmes de Sountate à la mémoire de Fadma Ouharfou", à travers la formation et l'information des femmes rurales, l'alphabétisation fonctionnelle des femmes rurales, l'appui à la scolarisation de la petite fille et l'ancrage des valeurs de réconciliation.

الناصري: بلادنا قطعت شوطاً مهماً لطي صفحة انتهاكات حقوق الإنسان

المغرب عازم على متابعة «توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة»

الرباط، أحمد الأرقام

(الدولار يساوي 8,6 درهم).

وأكد حرزني انخراط المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في المصالحة الشاملة بالمغرب، بتنسيق مع فاعلين آخرين من أجل تطبيق جميع توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة. مشيراً إلى أن البرامج المزمع إنجازها عبر الاتفاقيات التي تم التوقيع عليها، أمس بالرباط، والمتعلقة بجبر الضرر الجماعي، ترمي إلى تعزيز قدرات الفاعلين المحليين، خاصة في مجالات الحكامة المحلية، والنهوض بحقوق الإنسان، والمواطنة، وإعمال مقاربة التنمية، والعمل على الحفاظ الإيجابي للذاكرة، عبر تأهيل أماكن شهدت انتهاكات، وإحداث فضاءات لهذا الغرض، ودعم الأنشطة المدرة للدخل لفائدة المناطق المشمولة ببرنامج جبر الضرر الجماعي.

لكن حرزني، لم يوضح، الكيفية التي سيراقب بها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، صرف المال على المشاريع التي وقعها، أمس، بشراكة مع صندوق الإيداع والتدبير، مع ممثلي ورؤساء 32 جمعية محلية.

إلى ذلك، قال محمد الفاسي الفهري، الوالي (محافظ) مدير المفتشية العامة للإدارة الترابية بوزارة الداخلية، إن إدارته ستدخل بشكل إيجابي لدعم عمل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وتنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة. مبرراً أن المشاريع المبرمجة لجبر الضرر الجماعي، في شطرها الثاني ستشمل عمالات (محافظات) جديدة. مؤكداً تعاون وزارة الداخلية في مجال تثبيت حقوق الإنسان، في إشارة مفادها أن المفتشية العامة للإدارة الترابية، باعتبارها

قال خالد الناصري، وزير الاتصال (الإعلام) الناطق الرسمي باسم الحكومة المغربية، إن بلاده قطعت شوطاً هاماً لطي صفحة ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، بعد أن قرأها بإمعان شديد. مشيراً إلى أن عزيمة المسؤولين لن تفتقر بشأن متابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وأكد الناصري، الذي كان يتحدث أمس بالرباط، بمناسبة تفعيل إحدى توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، المرتبطة «بجبر الضرر الجماعي»، أن حكومة المغرب تسير في اتجاه ترسيخ الديمقراطية، وتثبيت حقوق الإنسان، وذلك عبر إنجاز مشاريع على أرض الواقع، مؤطرة من قبل مؤسسات رسمية مثل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ويتنسيق مع المنظمات الحقوقية وجمعيات المجتمع المدني.

وأضاف الناصري أن المغرب منخرط في نادي الدول التي سعت إلى تشييد دولة «بضوابط حقوق الإنسان»، برعاية وتوجيهات من العاهل المغربي، الملك محمد السادس، وانطلاقاً من سياسة حكومية مؤمنة إيماناً راسخاً، بعقد شراكة مع كل الفرقاء الفاعلين في مجال حقوق الإنسان، والتنمية المستدامة، قصد بناء مغرب جديد.

من جهته، قال أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، إن تفعيل أحد بنود توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، المتعلقة بجبر الضرر الجماعي، يدخل حيز التنفيذ في شطره الأول، عبر توقيع اتفاقيات مع 32 جمعية محلية، في 8 أقاليم بشمال وشرق وجنوب البلاد، بكلفة قدرها 14 مليون درهم

توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، يهم الاتحاد الأوروبي الذي دعم موقف المغرب الهادف إلى إجراء مصالحة مع ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، لذلك قدم الاتحاد الأوروبي منحة للمغرب بقيمة 33 مليون درهم (3 ملايين يورو)، منذ عام 2007، من أجل إنجاز ما اتفق بشأنه لطي صفحة ماضي

بجبر الضرر الجماعي. مضيفاً أن تنفيذها على أرض الواقع هو «مشروع سياسي محض»، له مدلول واضح، وهو إجراء مصالحة شاملة مع المناطق التي تضررت من ماضي الانتهاكات. من جهته، قال جيروم كاسييرس، ممثل المفوضية الأوروبية، إن جبر الضرر الجماعي، الذي يعد أحد بنود

هيئة مراقبة، ستتكفل بمراقبة مآل المشاريع المتفق عليها، ومدى احترام بنودها، وكلفتها المالية في الإنجاز. وأكد الفاسي الفهري أن دور وزارة الداخلية متعدد، ويرتكز في البداية على جمع طلبات سكان المناطق المستهدفة، ونقلها إلى المهتمين بالمجال الحقوقي، والسهر على تنفيذ المشاريع المبرمجة الخاصة

الفرص بين الرجال والنساء في مجال تعزيز قدرات التقنية للكوادر، ودعم الأنشطة المدرة للدخل. مشيرة إلى أن المغرب أحدث لجاناً محلية تسمى «لجان استشارية للمساواة وتكافؤ الفرص» على صعيد كل البلديات، بتنسيق مع جمعيات المجتمع المدني قصد تشجيع النساء للولوج إلى مراكز صنع القرار.

الاجتماعية المغربية، إنه من خلال التوقيع على الجزء الأول من برنامج جبر الضرر الجماعي، يكون المغرب قد دخل «الجيل الثاني» من مرحلة تثبيت حقوق الإنسان، كما هي متعارف عليها عالمياً، مثمناً أخذ المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، بعين الاعتبار تطبيق مقارنة النوع الاجتماعي أثناء تنفيذ البرامج، لضمان تكافؤ

الانتهاكات. وأكد كاسييرس أن تطبيق توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، وطي صفحة ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، يعد أيضاً أحد الإجراءات، التي دفعت الاتحاد الأوروبي إلى منح المغرب صفة «الوضع المتقدم». وفي السياق نفسه، قالت نزهة الصقلي، وزيرة التنمية

Libération

Huit provinces héritent de plus de 12 millions de dirhams

Lancement du programme de réparation communautaire

L'événement est de taille et la symbolique qu'il incarne l'est encore plus. Le Conseil consultatif des droits de l'Homme a lancé officiellement hier la mise en œuvre du programme de réparation communautaire au profit de huit provinces. Un jalon de plus dans ce long processus de réconciliation avec le passé, une reconnaissance de l'Etat des préjudices causés en matière de droits de l'Homme. «C'est une expression

modeste de l'engagement du pays dans ce processus » comme l'a souligné, non sans émotion, le président du CCDH Ahmed Herzenni lors de cette cérémonie de lancement à laquelle ont pris part les ministres de la Communication et de la Famille, de la Solidarité et du Développement social. C'est en effet une manière de réhabiliter des régions ayant pâti, des années durant, de la négligence et de l'exclusion, pour la simple raison qu'elles avaient

eu à abriter des bagnes et des centres de détention secrets.

Ce programme, mis en place en partenariat avec la Fondation CDG, l'Union européenne qui a mis à la disposition du Maroc 33 millions de DH et l'Agence de développement des provinces du Nord, profitera dans un premier temps aux provinces de Ouarzazate, Errachidia, Zagora, Figuig, Nador, El Hoceima, Casablanca (Hay Mohammadi) et Khénifra.

Doté d'un montant de 12,2

millions de DH (l'enveloppe prévisionnelle étant de 14 millions de DH), ce programme sera mis en œuvre via les associations locales opérant dans ces provinces. Un appel à propositions a été lancé à cette fin par la Fondation CDG, auquel 90 associations ont répondu et pour sélectionner, in fine une trentaine d'associations qui ont rempli les conditions d'éligibilité. Avec des montants variant entre 200.000 et 600.000 DH selon la nature du projet, ces associations œuvre-

ront en faveur du renforcement des capacités dans ces régions, notamment au profit des femmes et des jeunes et la création d'activités génératrices de revenus.

Cela dit, outre le volet matériel, cette réparation communautaire revêt également une dimension symbolique. Elle se traduit par les projets de réhabilitation et de reconversion des centres de détention secrets, l'édification de mémoriaux ou encore l'organisation d'activités de commé-

moration.

Trois autres régions bénéficieront de ce même programme, à savoir Tan Tan, Azilal et Khémisset. Un premier appel à propositions concernant ces régions sera lancé en avril. Pour ce faire, le CCDH s'attend au concours de différents départements dont celui de l'Intérieur, l'Agriculture, l'Enseignement, l'Habitat, l'Emploi, la Jeunesse, en plus du concours de l'Union européenne.

AMINA SALHI